



Assemblée générale

Distr. générale
13 septembre 2019
Français
Original : espagnol

Conseil des droits de l'homme
Quarante-deuxième session
9-27 septembre 2019
Point 6 de l'ordre du jour
Examen périodique universel

Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel

Nicaragua

Additif*

**Observations sur les conclusions et/ou recommandations,
engagements et réponses de l'État examiné**

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



I. Résumé

1. Le 17 mai 2019, le Nicaragua a participé au troisième cycle de l'Examen périodique universel (EPU), à l'issue duquel 259 recommandations lui ont été adressées.
2. Le Gouvernement nicaraguayen présente ici sa position officielle au sujet de ces recommandations.

II. Recommandations acceptées : 135

125.5, 125.8, 125.9, 125.37, 125.38, 125.39, 125.40, 125.41, 125.43, 125.45, 125.46, 125.47, 125.48, 125.49, 125.50, 125.51, 125.52, 125.53, 125.54, 125.55, 125.57, 125.58, 125.59, 125.61, 125.64, 125.66, 125.75, 125.85, 125.87, 125.89, 125.90, 125.95, 125.103, 125.105, 125.107, 125.110, 125.111, 125.112, 125.113, 125.114, 125.116, 125.118, 125.121, 125.122, 125.124, 125.127, 125.143, 125.144, 125.145, 125.151, 125.156, 125.161, 125.162, 125.164, 125.166, 125.167, 125.169, 125.170, 125.171, 125.172, 125.173, 125.174, 125.175, 125.176, 125.177, 125.178, 125.179, 125.180, 125.181, 125.182, 125.183, 125.184, 125.185, 125.186, 125.187, 125.188, 125.189, 125.190, 125.191, 125.192, 125.193, 125.194, 125.195, 125.196, 125.197, 125.198, 125.199, 125.200, 125.201, 125.202, 125.203, 125.204, 125.205, 125.206, 125.207, 125.208, 125.209, 125.210, 125.211, 125.212, 125.213, 125.214, 125.215, 125.220, 125.221, 125.222, 125.223, 125.224, 125.225, 125.227, 125.228, 125.229, 125.230, 125.231, 125.232, 125.233, 125.234, 125.235, 125.236, 125.237, 125.238, 125.241, 125.244, 125.246, 125.247, 125.248, 125.249, 125.250, 125.251, 125.252, 125.253, 125.254, 125.255, 125.256 et 125.257.

III. Recommandations rejetées : 24

125.1, 125.2, 125.3, 125.4, 125.6, 125.7, 125.10, 125.11, 125.12, 125.13, 125.15, 125.16, 125.17, 125.18, 125.19, 125.20, 125.21, 125.22, 125.23, 125.36, 125.136, 125.149, 125.217 et 125.219.

IV. Recommandations qui ne seront pas appliquées parce qu'elles ne sont pas fondées et déforment la réalité – donc rejetées : 100

125.14, 125.24, 125.25, 125.26, 125.27, 125.28, 125.29, 125.30, 125.31, 125.32, 125.33, 125.34, 125.35, 125.42, 125.44, 125.56, 125.60, 125.62, 125.63, 125.65, 125.67, 125.68, 125.69, 125.70, 125.71, 125.72, 125.73, 125.74, 125.76, 125.77, 125.78, 125.79, 125.80, 125.81, 125.82, 125.83, 125.84, 125.86, 125.88, 125.91, 125.92, 125.93, 125.94, 125.96, 125.97, 125.98, 125.99, 125.100, 125.101, 125.102, 125.104, 125.106, 125.108, 125.109, 125.115, 125.117, 125.119, 125.120, 125.123, 125.125, 125.126, 125.128, 125.129, 125.130, 125.131, 125.132, 125.133, 125.134, 125.135, 125.137, 125.138, 125.139, 125.140, 125.141, 125.142, 125.146, 125.147, 125.148, 125.150, 125.152, 125.153, 125.154, 125.155, 125.157, 125.158, 125.159, 125.160, 125.163, 125.165, 125.168, 125.216, 125.218, 125.226, 125.239, 125.240, 125.242, 125.243, 125.245, 125.258 et 125.259.

V. Raisons justifiant l'adhésion aux recommandations acceptées

3. Le Gouvernement nicaraguayen continuera de garantir l'exercice des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire national, conformément à son engagement en faveur de la paix, de la stabilité, du développement durable et de la solidarité internationale, ainsi qu'à sa vocation humaniste, et conformément aux dispositions de la Constitution, au droit

interne et aux instruments internationaux auxquels l'État est partie. **(125.51, 125.127, 125.143, 125.144, 125.161, 125.175, 125.183, 125.189 et 125.204).**

4. Le Nicaragua continuera de garantir l'indépendance et l'autonomie des pouvoirs de l'État, conformément à la loi. Toutes les institutions seront soutenues, notamment le bureau du Défenseur des droits de l'homme, afin qu'elles continuent de promouvoir et défendre par des mesures harmonisées et coordonnées les droits de l'homme des Nicaraguayens. **(125.37 à 125.41, 125.43, 125.45, 125.46, 125.95 et 125.105).**

5. Depuis 2008, le Gouvernement nicaraguayen met en œuvre des plans et des programmes nationaux de développement humain, qui ont contribué à rétablir les droits de l'homme dans le pays. Il continuera de mettre en œuvre des actions qui permettent d'assurer le développement dans la justice sociale, la participation des jeunes et des familles et l'égalité hommes-femmes, de créer des conditions de sécurité et de répondre aux besoins dans le domaine de l'éducation, de la santé, de l'énergie et de l'eau, notamment. **(125.187, 125.192, 125.194, 125.195 et 125.200).**

6. Les efforts déployés pour avancer sur la voie du développement socioéconomique et de la réduction des inégalités seront poursuivis ; ces efforts ont déjà permis au pays de devenir une économie exemplaire au niveau régional ; le taux de pauvreté est passé de 29,6 % en 2014 à 24,9 % en 2016, et le taux de pauvreté extrême de 8,3 % en 2014 à 6,9 % en 2016. Le Gouvernement nicaraguayen demeure résolu à améliorer le bien-être du peuple. **(125.179, 125.180, 125.182, 125.193, 125.196, 125.198, 125.199, 125.201, 125.202 et 125.205).**

7. Le Nicaragua continuera d'assurer sans discrimination des services de santé gratuits, efficaces et d'un niveau de qualité élevé, conformément au modèle de santé pour la famille et la communauté et de la Stratégie de soins de santé primaires, qui a produit des résultats concrets et que la communauté internationale a reconnus. **(125.203, 125.206, 125.209, 125.210, 125.211, 125.212, 125.215, 125.220 et 125.181).**

8. Les efforts visant à améliorer l'exercice du droit à l'éducation pour l'ensemble de la population et en particulier les groupes vulnérables seront poursuivis conformément aux orientations définies dans le Plan national d'éducation (2017-2021), qui tend à mettre en place un système éducatif efficace et gratuit, adéquat, accessible, équitable, de qualité et sans aucune discrimination, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. L'enseignement est organisé en plusieurs sous-systèmes : l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et la formation pédagogique ; l'enseignement technique et la formation professionnelle ; l'enseignement supérieur et l'enseignement extrascolaire, le système d'éducation autonome régional de la Côte Caraïbe nicaraguayenne (SEAR), qui correspond aux besoins culturels et à l'identité des peuples autochtones et des personnes d'ascendance africaine. **(125.221 à 125.225, 125.227 à 125.235, 125.190 et 125.257).**

9. La sécurité alimentaire continuera d'être garantie et l'approvisionnement en eau potable de la population, actuellement de 92,5 % en zones urbaines et de 54,90 % en zones rurales, sera amélioré. **(125.188, 125.184, 125.191, 125.178 et 125.186).**

10. Le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale continuera de s'atteler au problème du logement en vue de permettre aux Nicaraguayens et en particulier aux plus pauvres d'entre eux d'exercer leur droit à un logement décent, confortable et sûr, selon un modèle fondé sur la responsabilité partagée qui a rendu possibles la construction et la rénovation de 57 859 logements dont 236 165 personnes ont bénéficié. **(125.177).**

11. Pour apporter la sécurité à la population, le Gouvernement continuera d'appliquer la « Stratégie pour une sécurité souveraine et citoyenne », grâce à laquelle en effet il a réussi à avoir les meilleurs indices de sécurité de toute la région, dans un climat de paix, de sécurité et de tranquillité. **(125.58, 125.61 et 125.64).**

12. Le Gouvernement nicaraguayen poursuivra son action en faveur des droits de l'homme, des libertés fondamentales, et des droits civils et politiques de tous les Nicaraguayens. Les problèmes qui pourraient apparaître dans la société nicaraguayenne, qui sont similaires à ceux de toutes les nations, seront réglés par des moyens pacifiques, fondés sur un dialogue respectueux entre les parties et sur le respect du droit et des institutions. Le Nicaragua continuera de renforcer la protection et la promotion de la liberté d'expression,

de la liberté d'association, de la liberté de la presse, de la liberté d'information et du droit de réunion pacifique conformément à la loi et avec toutes les garanties nécessaires.

13. Le droit de réunion, de manifestation et de mobilisation de la population continuera d'être garanti. Comme dans tout pays, ils devront être exercés dans le respect des lois et règlements qui ont pour objet d'assurer la sécurité, l'ordre public et le bien commun de tous les Nicaraguayens, étant donné que les droits de chaque individu sont limités par ceux d'autrui. **(125.54, 125.87, 125.110, 125.111, 125.113, 125.116, 125.121, 125.122, 125.124, 125.145, 125.151, 125.156, 125.162, 125.164, 125.166 et 125.167).**

14. Le Nicaragua continuera de progresser de façon ordonnée et cohérente dans la modernisation de l'ordre juridique interne et dans le renforcement des institutions de la justice. Les normes internationales continueront d'être respectées et tous les moyens d'investigation seront utilisés ; les accusations continueront de reposer sur de nombreux éléments de preuve, notamment des expertises, des témoignages et des preuves documentaires, le droit à la défense assurée par un avocat qualifié et la présomption d'innocence étant dûment garantis, conformément à la loi. **(125.90).**

15. Le Nicaragua respectera l'engagement qu'il a pris de s'atteler aux réformes politiques, électorales et institutionnelles nécessaires pour poursuivre l'édification de sa jeune démocratie, notamment en garantissant l'organisation en 2021 d'élections libres, ouvertes et transparentes, surveillées par des observateurs. Le travail visant à instaurer une coopération pour le renforcement institutionnel, politique et électoral du Nicaragua, qui avaient été entrepris avec le Secrétariat général de l'Organisation des États américains (OEA), a repris. **(125.112 et 125.114).**

16. Le Nicaragua poursuivra ses efforts pour être le pays le plus sûr de la région, grâce à l'efficacité de la Police nationale dont le travail de protection de la personne, de la famille et de la communauté a été reconnu au niveau international. La répression des manifestations de protestation sociale et l'utilisation excessive et arbitraire de la force par la Police nationale n'a jamais été et ne sera jamais une politique de l'État. **(125.55).**

17. Les organisations non gouvernementales (ONG) sont tenues de respecter la loi et de s'en tenir aux objectifs qu'elles se sont fixés à leur création et pour lesquels elles ont reçu la personnalité juridique. Il existe 7 227 ONG au Nicaragua. Le droit d'association de leurs membres, consacré par la Constitution, est respecté. **(125.118).**

18. Le Nicaragua continuera de travailler avec tous les groupes vulnérables qui souffrent d'exclusion en raison des politiques néolibérales, en assurant la promotion et la défense de leurs droits fondamentaux au moyen de plans, programmes et projets ayant un effet direct sur l'exercice des droits des enfants et des adolescents, des jeunes, des femmes, des personnes handicapées, des personnes d'ascendance africaine, des personnes âgées et des lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et intersexués, entre autres groupes. **(125.57, 125.176, 125.185, 125.197, 125.213, 125.236, 125.238, 125.237, 125.241, 125.244 et 125.246 à 125.255).**

19. Les grossesses d'adolescentes sont un problème régional et national. Le Nicaragua continuera de prendre des mesures de prévention. Le Ministère de la famille et le Ministère de l'éducation poursuivront l'application d'un plan conjoint de prévention des grossesses chez les adolescentes, qui s'ajoute à d'autres programmes nationaux. **(125.207, 125.208 et 125.214).**

20. Les droits des personnes privées de liberté continueront d'être protégés, conformément au droit interne et au droit international. Le Nicaragua continuera d'appliquer des dispositions législatives et administratives qui reconnaissent toutes les garanties permettant un exercice réel de leurs droits. **(125.59).**

21. Les recommandations **125.66 et 125.75** sont déjà mises en œuvre puisque, en vertu de la loi d'amnistie toutes les personnes emprisonnées dans le contexte des violences qui ont commencé le 18 avril 2018 ont été remises en liberté, avec l'engagement de non-répétition.

22. Le Gouvernement nicaraguayen a intensifié les actions de lutte contre la traite des personnes en renforçant les dispositions législatives, en apportant des changements dans les

structures de l'État, et en s'attachant à la prévention, par la réalisation de 8 619 activités de prévention et d'information auprès de 467 863 personnes ; 44 232 agents de l'État ont reçu une formation. Le nombre de cas de traite a diminué sur le territoire national et le Nicaragua s'engage à poursuivre ses efforts dans cette voie pour protéger les victimes, notamment en respectant les droits des migrants. **(125.169 à 125.174 et 125.256).**

23. Le Gouvernement nicaraguayen continuera de protéger l'environnement et de contrer les changements climatiques par des actions au niveau national et une participation active aux initiatives internationales. Suivant le principe des responsabilités partagées mais différenciées, il continuera de renforcer ses politiques, stratégies et instruments afin de contribuer à la réalisation de l'objectif consistant à limiter le réchauffement dans le monde à 1,5 degré. **(125.47 à 125.50, 125.52 et 125.53).**

24. Le Nicaragua n'exclut pas la possibilité d'adhérer aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il n'est pas encore partie. **(125.5).**

25. Le Gouvernement nicaraguayen continuera de respecter ses obligations internationales et de collaborer de façon concrète et efficace avec l'Organisation des Nations Unies. Le 2 mai 2019, le Nicaragua a soumis aux organes conventionnels tous les rapports attendus, et s'est ainsi acquitté entièrement de ses obligations internationales. **(125.8 et 125.9).**

26. Le Gouvernement nicaraguayen demeurera fermement attaché à conduire le pays vers la paix, le développement et la prospérité, en adoptant des mesures concrètes sur les plans économique et social, ainsi qu'en renforçant les institutions de l'État, qui ont permis de résoudre progressivement la crise provoquée par les violences commises dans le contexte de la tentative de coup d'État. **(125.107).**

27. Les actes de violence mentionnés ont fait l'objet d'enquêtes qui ont été confiées à un organe spécial, autonome, indépendant et professionnel créé par le parlement : la Commission Vérité, Justice et Paix ; celle-ci a mené des investigations approfondies et travaillé à l'établissement de la vérité en collaboration avec les mécanismes nationaux existants. **(125.85).**

28. Le Gouvernement nicaraguayen est toujours attaché à défendre les principes de la justice, de la réparation et de la garantie de non-répétition en faveur des victimes. Conformément à la loi d'aide aux victimes, le bureau du Défenseur des droits de l'homme a pris des mesures en coordination avec les institutions de l'État pour garantir que les victimes reçoivent une assistance spécialisée et une réparation complète, comprenant des soins médicaux, des soins de santé mentale et des mesures de réadaptation, de protection et d'aide sociale, et soient couvertes par tous les services et programmes publics dans les domaines de la santé, de l'éducation, du travail, de l'entreprise, du logement et des loisirs, de nature à permettre aux victimes de se reconstruire. **(125.89 et 125.103).**

VI. Raisons justifiant le rejet des recommandations non acceptées

29. Le Nicaragua, dans l'exercice de sa souveraineté, considère qu'il n'est pas opportun de prendre de nouveaux engagements internationaux qui entraîneraient des charges administratives et financières supplémentaires. Cela ne signifie pas toutefois que les droits de l'homme ne sont pas protégés ou le sont insuffisamment, car la législation est très développée, complète et axée sur la protection des garanties constitutionnelles et des droits de l'homme. **(125.1, 125.2, 125.3, 125.4, 125.6 et 125.7).**

30. Le Gouvernement nicaraguayen n'exclut pas la possibilité de coopérer à l'avenir avec certains mécanismes du Conseil des droits de l'homme ; il estime toutefois que les demandes présentées par l'organe habilité devraient être étudiées au cas par cas. **(125.10, 125.11, 125.12, 125.13, 125.15, 125.16, 125.17, 125.18, 125.19, 125.20, 125.21, 125.22, 125.23 et 125.36).**

31. Le peuple nicaraguayen attache de la valeur au droit à la vie du fœtus et le respecte; pour cette raison, la société n'accepte pas l'avortement comme méthode de régulation des naissances à cause des risques graves qu'il fait peser sur la santé de la femme. Cette réalité ne signifie pas qu'il y a un danger pour la vie de la femme étant donné que la loi oblige le système de santé publique à dispenser des soins à toute femme qui en a besoin, en particulier si ses jours sont en danger, en effectuant les actes médicaux nécessaires. **(125.217 et 125.219).**

32. Au Nicaragua, comme dans tout autre pays, les ONG sont tenues de respecter la loi et de s'en tenir aux buts et objectifs qu'elles se sont fixés à leur création et pour lesquels elles ont reçu la personnalité juridique. Neuf associations se sont vu retirer la personnalité juridique parce qu'elles s'étaient écartées de leurs objectifs et avaient utilisé leur statut d'organisation pour gérer, recevoir, transférer et procurer des fonds en vue de commettre des actes illicites dans le cadre de la tentative de coup d'État. La perte de la personnalité juridique des associations ne porte pas atteinte au droit d'association de leurs membres. **(125.136).**

33. Le Gouvernement nicaraguayen a montré sa volonté de résoudre les conflits par le dialogue et a été le premier à convoquer une réunion de dialogue lors de la tentative de coup d'État. Ce groupe de négociation, dans lequel le Gouvernement a toujours été représenté et a appliqué tous les accords conclus, a revêtu une importance majeure dans cette situation historique.

34. Aujourd'hui, le peuple nicaraguayen connaît une réalité différente et vit dans la paix et la stabilité. Au nom de l'État nicaraguayen, le Gouvernement s'engage à poursuivre les efforts qu'il déploie pour le bien de tous. Le Nicaragua a toujours manifesté un esprit d'ouverture et maintenu un dialogue permanent. **(125.149).**

VII. Raisons justifiant le rejet des recommandations qui ne seront pas appliquées parce qu'elles ne sont pas fondées et déforment la réalité

35. L'État nicaraguayen respecte les mécanismes et les procédures du système universel des droits de l'homme.

36. Le Nicaragua considère que l'Examen périodique universel est un dispositif utile pour contribuer au renforcement des droits de l'homme dans tous les pays. Toutefois, il n'accepte pas que certains utilisent ce mécanisme à des fins différentes de celles pour lesquelles il a été conçu, allant à l'encontre des dispositions de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, qui dispose que l'EPU devrait être un mécanisme coopératif reposant sur des informations objectives et dignes de foi et devrait être mené d'une façon objective, transparente, non politisée et sans confrontation.

37. Certains États ont fait des déclarations politiques et n'ont pas avancé de recommandations constructives, mais ont tenté de politiser l'EPU. Le Nicaragua rejette de nouveau les affirmations sans fondement, qui sont inventées de toutes pièces et ne correspondent en rien à la réalité de ce pays.

38. Le Nicaragua condamne l'utilisation des espaces multilatéraux à des fins politiques, ainsi que les tentatives de certains États qui entendent altérer le caractère constructif de ce mécanisme. Les discours et les opinions qui ont un caractère éminemment politique et ne servent pas le but pour lequel l'EPU a été créé n'ont pas lieu d'être et ne **sauraient donc être acceptés.**